Écrit par François Cocq
Jeudi, 21 Mai 2015 13:00



Le projet de loi sur la transition énergétique et la réforme territoriale et la loi NOTRe reviennent au Parlement, les bistouris s'activent contre les 35 heures à l'hôpital, la fonction publique d'état est démembrée avec la nouvelle charte de la déconcentration… Et pourtant, de Solférino (siège du PS) à la rue de Vaugirard (siège de l'UMP) en passant par La Chocolaterie (siège d'EE-LV) ou le paquebot de Saint-Cloud (bunker du FN), l'establishment politique ne bruisse que de répartition des postes pour les élections régionales de … décembre prochain.

Il faut dire que l'émergence de maxi-régions largement autonomes, aux compétences renforcées et dotées d'un pouvoir législatif exacerbé ressuscite les vocations pour celles et ceux qui se voient en nouveaux califes. La droite ne s'y trompe pas, en envoyant dans la bataille la garde prétorienne de Nicolas Sarkozy : Xavier Bertrand en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, Christian Estrosi en PACA, Laurent Wauquiez en Auvergne-Rhône-Alpes, Valérie Pécresse en Ile-de-France… jusqu'aux affidés Hervé Morin en Normandie ou Dominique Reynié en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. Quant au FN, de Philippot à Marechal-Le Pen en passant peut-être par la tante, il jette cette fois toute son influence médiatique dans la bataille.

Au PS, on hésite entre l'attrait de la baronnie et la peur de la gifle. Pourtant, quelques éminences du pouvoir solférinien sont prêtes à prendre le risque pour échanger les ors des palais de la République contre le trône régional : Claude Bartolone renoncerait à la présidence de l'Assemblée nationale pour la région Ile-de-France, Jean-Yves le Drian au ministère de la Défense pour la région Bretagne, Carole Delga à son secrétariat d'Etat pour la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées… c'est dire !

Mais au-delà de la couronne, la cour a aussi ses attraits. Parce qu'elle est le seul scrutin à la proportionnelle, l'élection régionale en pervertit les vertus et concentre les phénomènes de reclassement des porteurs de valises de la Caste. Là le conseiller régional majordome de le Pen l'ancien en PACA, Gérald Gérin, qui gère l'évasion fiscale de son mentor. Ailleurs Franck Louvrier, l'ancien conseiller en communication de Nicolas Sarkozy promu conseiller régional des Pays-de-Loire et mis en examen début mai dans le cadre de l'affaire Bygmalion. Plus loin encore c'est le conseiller régional d'aquitaine Nicolas Madrelle, fils de son père Philippe président du conseil général de Gironde, mis en examen en décembre dernier en étant soupçonné d'avoir en plus cumulé un emploi fictif… Plus prosaïquement, certains y voient le moyen de compiler les places, ce qui surdétermine leur stratégie de « marche seul » annoncée.

Les élections régionales de décembre prochain sont donc prises entre deux feux. D'un côté livrées à l'appétit vorace des grands carnassiers du système, de l'autre espace d'implication et de rassemblement citoyen pour celles et ceux qui, se défiant des grands appareils parisiens, veulent reprendre leur destin en mains et mettre un grand coup de balai à la Caste. La Gauche par l'exemple, parce qu'elle est un réseau citoyen des élu-e-s, se rend dès à présent disponible pour apporter sa contribution sur le fond et promouvoir à l'échelle des territoires les assemblées représentatives des rassemblements citoyens soutenus par l'ensemble des forces politiques autonomes du gouvernement pour ouvrir la voie à une vie meilleure.